

REVUE DE PRESSE

Qualité environnementale du cadre bâti



N°5 - 24 octobre au 20 novembre 2016

SOMMAIRE

Législation - Réglementation	p. 1 à 3
Normes - Labels - Démarches	p. 3
Matériaux - Produits - Techniques	-
Outils - Méthodologies	-
Économie - Incitations financières	p. 3 à 4
Immobilier	p. 5 à 6
Éducation - Formation - Documentation	p. 6 à 7
Réalisations	-
Professionnels - Entreprises	p. 7 à 8
Filières - Prestataires	p. 8
Bâtiment - Énergie	p. 8 à 10
Santé - Hygiène - Sécurité	p. 10 à 11
Autres thèmes	p. 11 à 12

Du côté...

...des Centres de ressources BEEP



Retours d'expérience sur les bâtiments à énergie positive en Pays de la Loire

Novabuild, en partenariat avec l'AQC et l'ADEME, publie les résultats de la mise en œuvre du dispositif « REX Bâtiments Performants » de l'AQC en Pays de la Loire.

Pour cette étude, 21 bâtiments ont été décortiqués. A la clé, le rapport livre douze enseignements majeurs en matière d'enveloppe, de ventilation, de confort d'été ou, bien encore, d'équipements, nécessaires pour la production de véritables bâtiments à énergie positive.

► **En savoir plus :**

www.novabuild.fr/actualites/retours-dexperience-sur-batiments-energie-positive-en-pays-loire



...de l'ADEME



Veille Mensuelle Internationale sur l'Adaptation au Changement Climatique

L'ADEME diffuse depuis peu, chaque mois, un bulletin de veille internationale sur l'adaptation au changement climatique. Au sommaire : les faits qui ont marqué l'actualité ; de l'information claire et ciblée présentée de manière thématique (politiques publiques et stratégies d'entreprise, aménagements, infrastructures et bâtiments, écosystème et ressources naturelles) ; l'agenda des événements à venir, les appels à projets en cours, ainsi que des actes de colloques.

► **Renseignements et inscription :**

Céline PHILLIPS : celine.phillips@ademe.fr

/// LEGISLATION - REGLEMENTATION ///

L'ADEME publie un panorama des politiques et des bonnes pratiques européennes en matière d'efficacité énergétique - Octobre 2016

Après avoir décrit les principales politiques communautaires et les grandes tendances en matière d'efficacité énergétique, ce document expose, secteur consommateur par secteur consommateur (constructions neuves, rénovations, industrie, petites et moyennes entreprises, agriculture, transports de passagers, ...), les mesures et les politiques les plus illustratives et/ou les plus innovantes en Europe.

Source :

> www.ademe.fr/efficacite-energetique-europe-politiques-bonnes-pratiques

A télécharger :

> **L'efficacité énergétique en Europe - Politiques et bonnes pratiques :**
www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/efficaciteenergetiqueeneurope.pdf

49 nouvelles mesures de simplification à destination des entreprises viennent d'être annoncées - 24 octobre 2016

Parmi les 49 mesures annoncées : l'assouplissement de la réglementation incendie dans les immeubles de grande hauteur (IGH), l'harmonisation des normes relatives aux ascenseurs dans les IGH et les établissements recevant du public, l'assouplissement des règles de conception des entrepôts logistiques, l'intégration du permis de construire pour les éoliennes terrestres au sein de l'autorisation environnementale, la facilitation des formalités administratives des dossiers de raccordement des parcs photovoltaïques, la facilitation des candidatures aux appels d'offres du photovoltaïque ou, bien encore, la dématérialisation des contrats d'apprentissage. Pour rappel, depuis 2013, plus de 400 mesures de simplification pour les entreprises ont été prises par le Gouvernement dans le cadre du « choc de simplification ».

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/pour-le-btp-la-simplification-continue-en-douceur-33508392

Révision de la directive « Etiquette énergie » : l'UFC-Que Choisir réclame une énergie plus concrète et plus fiable pour les consommateurs - 25 octobre 2016

Alors que la révision de la directive « Etiquette énergie » est en cours, l'UFC-Que Choisir formule trois requêtes aux pouvoirs publics : le renforcement des contrôles, l'affichage obligatoire du coût d'usage et l'instauration d'une durée de garantie légale variable en fonction de la durée de vie des produits. L'association s'appuie pour cela sur une enquête qualitative cofinancée par l'ADEME qui met en lumière les « *très fortes attentes des consommateurs en termes d'information sur la performance et la durabilité des produits électriques et électroniques* ».

Source :

> www.environnement-magazine.fr/article/48348-ufc-que-choisir-reclame-etiquette-energieplus-fiable/

A télécharger :

> **Etiquette énergie et information sur la performance des produits - Les consommateurs réclament une information plus fiable :**
www.quechoisir.org/dossier-de-presse-etiquette-energie-et-information-sur-la-performance-des-produits-les-consommateurs-reclament-une-information-plus-complete-concrete-et-fiable-n22967/?dl=21407

Habitat participatif : les modalités de la garantie d'achèvement ont été définies - 26 octobre 2016

La garantie à fournir est, aux termes de l'article R. 200-8 nouveau du Code de la construction et de l'habitation, une ouverture de crédit consentie par un organisme habilité. Cet organisme s'engage à avancer, pendant les travaux de construction, les sommes nécessaires au paiement des coûts supplémentaires liés à la défaillance d'un constructeur et rendant nécessaire son remplacement. Il doit aussi avancer les sommes correspondant aux « *appels de fonds de la société destinés au règlement des travaux en lieu et place de tout associé défaillant, dans l'attente de la cession des parts de cet associé* ». La durée de l'ouverture de crédit doit être d'au moins six mois, précise encore l'article R. 200-8 qui renvoie à un arrêté à venir sur la fixation de la liste des pièces que la société d'habitat participatif doit remettre au garant pour qu'il puisse apprécier la situation et la solidité financières de la société et de son projet de construction.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/habitat-participatif-la-garantie-d-achevement-de-l-immeuble-encadree-33522171

A télécharger :

> **Décret n°2016-1433 du 24 octobre 2016 relatif à la garantie mentionnée à l'article L. 200-9 du Code de la construction et de l'habitation :** https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033306185

Application de la loi relative à la Transition énergétique pour la Croissance verte : le titre relatif au Bâtiment serait le moins satisfaisant de la loi - 26 octobre 2016

C'est ce que révèle un rapport publié par la mission d'information sur l'application de la loi relative à la Transition énergétique pour la Croissance verte. Certains retards s'expliquent par la réticence de certains acteurs. Ainsi, ENEDIS et GrDF rencontrent encore des hostilités au déploiement des compteurs déportés Linky et Gazpar. Des réticences, amplifiées par le Conseil supérieur technique des bâtiments, sont également à constater s'agissant de l'individualisation des compteurs de chauffage dans les immeubles collectifs. De la même manière, l'obligation de reprise des déchets par les distributeurs de matériaux, prévue à l'article 93, fait l'objet d'une question prioritaire de constitutionnalité. Les rapporteurs regrettent toutefois que les décrets concernant le carnet numérique de suivi et d'entretien du logement et l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments à usage du tertiaire n'aient pas été publiés. Enfin, les rapporteurs, comme de nombreux députés, regrettent que le rapport d'information prévu sur les colonnes montantes dans les immeubles d'habitation n'ait pas été publié, bien qu'ils notent que la question soulève des difficultés juridiques portant notamment sur la désignation de leurs propriétaires.

Source :

- > www2.assemblee-nationale.fr/14/missions-d-information/missions-d-information-communes/mission-d-information-commune-sur-l-application-de-la-loi-du-17-aout-2015-relative-a-la-transition-energetique-pour-la-croissance-verte/a-la-une/adoption-du-rapport

A télécharger :

- > **Rapport d'information sur l'application de la loi relative à la Transition énergétique pour la Croissance verte :**
www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-info/i4157.pdf

Installations d'assainissement non collectif : les ministères chargés de l'Environnement et de la Santé publient une nouvelle brochure pour accompagner les usagers - 9 novembre 2016

Intitulée « Accompagnement des usagers sur les installations d'assainissement non collectif : les questions à poser et à se poser », cette brochure propose des réponses aux diverses questions que peuvent se poser les propriétaires d'une installation d'assainissement non collectif (ANC) : quelles sont les étapes à ne pas manquer ? Qu'est-ce que le Service public d'assainissement non collectif (SPANC) ?

Source :

- > www.eaufrance.fr/les-actualites/accompagnement-des-usagers-sur-les

A télécharger :

- > **Accompagnement des usagers sur les installations d'assainissement non collectif, les questions à poser et à se poser :**
www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/accompagnement-des-usagers-r84.html

4^{ème} période des certificats d'économie d'énergie : des objectifs doublés par rapport à la période précédente - 11 novembre 2016

Le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer a annoncé un renforcement du dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE) pour sa 4^{ème} période triennale (2018-2020), avec des objectifs doublés par rapport à la période précédente. La ministre proposera ainsi un objectif d'économies d'énergie pour les années 2018 à 2020 d'environ 1 600 TWh cumac, dont 400 TWh cumac au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique. La publication d'un décret en Conseil d'État est attendue d'ici à la fin du 1^{er} trimestre 2017.

Source :

- > www.environnement-magazine.fr/article/48479-certificats-d-economie-d-energie-segolene-royal-double-mise/

Prise en compte des enjeux climatiques dans l'achat public : la Direction des affaires juridiques (DAJ) de Bercy publie un guide - 14 novembre 2016

Intitulé « Achat public : une réponse aux enjeux climatiques », ce guide vise à apporter un ensemble d'informations technico-juridiques et des propositions opérationnelles pour la mise en œuvre et le déploiement d'une démarche d'achat intégrant des considérations relatives au changement climatique. Il précise le cadre juridique existant pour intégrer les considérations climatiques à chaque étape d'un marché public et aide à identifier objectivement les offres limitant la contribution au changement climatique ainsi que les écueils à éviter.

Source :

- > www.lemoniteur.fr/article/des-pistes-pour-integrer-les-enjeux-climatiques-dans-les-marches-publics-de-travaux-33608038

A télécharger :

- > **L'achat public - Une réponse aux enjeux climatiques :**
www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oeap/gem/guide-climat/guide-climat.pdf
- > **Notice introductive - L'achat public - Une réponse aux enjeux climatiques :**
www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oeap/gem/guide-climat/notice-introductive-guide-climat.pdf

La ministre Emmanuelle Cosse a lancé le 17 novembre dernier l'expérimentation du label « E+C- » pour « Bâtiments à Énergie Positive & Réduction Carbone ». Un comité de pilotage rassemblant des représentants de l'ensemble de la filière et co-présidé par le président du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique, Christian Baffy, et l'Etat, est chargé d'en assurer le suivi. Un site internet (www.batiment-energiecarbone.fr) a été mis en place pour accompagner les maîtres d'ouvrage volontaires.

Source :

> www.batiactu.com/edito/batiments-a-energie-positive-et-reduction-carbone-label-47009.php

/// SOMMAIRE ///

/// NORMES - LABELS - DEMARCHES ///

Certivéa lance le label « Accessibilité » - Octobre 2016

Ce nouveau label, centré sur les performances d'accessibilité et d'usage des bâtiments non-résidentiels, vise à favoriser la prise en compte des besoins spécifiques des utilisateurs ou visiteurs des bâtiments, avec ou sans handicap, dans les domaines suivants : facilité d'accès, facilité d'usage, sécurité et sûreté, confort visuel et confort acoustique, diffusion et pérennisation. Il s'agit de valoriser l'accessibilité et la qualité d'usage quand elles sont portées à des niveaux supérieurs à ceux prévus dans le référentiel HQE™ Bâtiment Durable. Ce label pourra être délivré seul ou en association avec la certification HQE™ Bâtiment Durable (approche multicritère).

Source :

> www.certivea.fr/offres/label-accessibilite

Certivéa lance l'offre HQE™ Bâtiment Durable - 4 novembre 2016

Composée d'un ensemble de services (évaluation, certification, benchmark, ...), l'offre de Certivéa doit permettre aux acteurs du secteur du Bâtiment et de l'immobilier de conduire une démarche de progrès continu dans le sens du développement durable. En droite ligne avec l'Accord de Paris sur le climat et avec les futures échéances réglementaires, elle répond également aux nouvelles préoccupations des acteurs en matière de qualité de vie, de respect de l'environnement et de performance économique. L'offre HQE™ Bâtiment Durable s'adresse aux bâtiments de bureaux, d'enseignement, d'hôtellerie, de logistique, de commerces, ..., neufs, rénovés et existants.

Source :

> www.construction21.org/france/articles/fr/hqe-batiment-durable-une-nouvelle-offre-pour-repondre-aux-enjeux-de-la-ville-durable.html

/// SOMMAIRE ///

/// ECONOMIE - INCITATIONS FINANCIÈRES ///

Projet de loi de finances 2017 : publication de l'annexe sur le financement de la Transition énergétique - 28 octobre 2016

Organisée en quatre chapitres, l'annexe au projet de loi de finances pour 2017 relative à la Transition énergétique détaille : les mesures promouvant une meilleure demande de la maîtrise de l'énergie ; les mesures de développement des énergies renouvelables ; la contribution des secteurs publics et privés à l'atteinte des objectifs de la loi de Transition énergétique ; et l'évolution de l'impact sur l'environnement de la consommation énergétique.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_thematique/developpement-durable/actualite/projet-de-loi-de-finances-2017-rapport-sur-le-financement-de-la-transition-energetique.html

A télécharger :

> **Rapport sur le financement de la Transition énergétique :**

www.performance-publique.budget.gouv.fr/sites/performance_publique/files/farandole/ressources/2017/pap/pdf/jaunes/Jaune2017_transition_energetique.pdf

L'ADEME publie une étude sur le financement du bâtiment - Novembre 2016

Basée sur le travail de nombreux acteurs, dont celui de Bourgogne Bâtiment Durable (plus d'une centaine d'opérations exemplaires capitalisées), cette étude recense les différents flux financiers existants en France pour la construction et l'entretien-amélioration des bâtiments. Elle a permis : d'évaluer les différents flux financiers qu'il est possible de connaître ou de calculer à partir des données existantes actuellement ; et de mettre en lumière les principales pistes d'approfondissement envisageables pour améliorer la connaissance de ces flux financiers.

Source :

> www.ademe.fr/panorama-financement-batiment

A télécharger :

> **Panorama du financement du bâtiment :**

www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/panorama_financement_batiment_phase1_201510.pdf

A consulter :

> **Base d'opérations exemplaires de Bourgogne Bâtiment Durable :** <http://operations-exemplaires.bourgogne-batiment-durable.fr>

CITE, Eco-PTZ, TVA à 5,5% : des dispositifs trop peu efficaces pour la Cour des comptes - 9 novembre 2016

La Cour des comptes critique, dans un récent rapport, les incohérences et l'efficacité « incertaine » des dépenses fiscales en faveur du développement durable. Elle pointe notamment les aides fiscales en faveur du développement durable, qui incluent des dispositifs spécifiquement en faveur de l'environnement (comme des exonérations dont bénéficient certaines zones protégées) et des mesures aux effets favorables à l'environnement (notamment les aides à l'isolation des logements). La Cour des comptes estime en effet que « *l'accumulation de dispositifs s'est faite sans cohérence, le nombre de mesures augmentant malgré la volonté affichée par le Gouvernement de les réduire* ».

Une critique qui vaut particulièrement pour l'amélioration de la performance énergétique des logements dont le montant cumulé s'élève à 3 774 millions d'euros en 2015 : crédit d'impôt pour la transition énergétique (900 millions d'euros), taux de TVA à 5,5% pour les travaux dans les HLM (1 154 millions d'euros) et les logements (1 120 millions d'euros), et l'éco-PTZ (110 millions d'euros). Des mesures pour lesquelles la Cour des comptes déplore « *une mauvaise évaluation de l'impact environnemental* », ainsi que « *des résultats obtenus (qui) restent décevants* ».

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/cite-eco-ptz-tva-a-5-5-des-dispositifs-trop-peu-efficaces-pour-la-cour-des-comptes-33607992

A télécharger :

> **L'efficacité des dépenses fiscales relatives au développement durable :**

www.ccomptes.fr/content/download/96447/2219752/version/1/file/20161108-efficacite-depenses-fiscales-developpement-durable.pdf

Le tarif d'achat du photovoltaïque baisse au 4^{ème} trimestre 2016 - 10 novembre 2016

Selon les derniers chiffres de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), la baisse sera de 1,5% pour les installations intégrées au bâti et de 2% pour les installations intégrées de manière simplifiée au bâti. Du 1^{er} octobre au 31 décembre 2016, les tarifs sont donc de 23,91 c€/kWh pour l'intégration au bâti (IAB) [0-9 kW], 12,49 c€/kWh pour l'intégration simplifiée au bâti (ISB) [0-36 kW], de 11,88 c€/kWh pour les ISB [36-100 kW] et, enfin, de 5,50 c€/kWh pour le non-intégré au bâti ou IAB/ISB [0-100 kW].

Source :

> www.lafranceagricole.fr/actualites/gestion-et-droit/energies-renouvelables-le-tarif-dachat-du-photovoltaique-baisse-au-quatrieme-trimestre-1,0,3331096762.html

Le prêt à taux zéro (PTZ) et le dispositif Pinel entrent en « hibernation » - 14 novembre 2016

Depuis le 15 novembre et jusqu'à la fin de l'année 2016, la majorité des banques ne financeront plus les primo-accédants bénéficiant d'un prêt à taux zéro (PTZ) ni les investisseurs faisant appel au dispositif d'investissement locatif Pinel. Les établissements bancaires estiment en effet qu'à partir du 15 novembre, il leur est impossible d'éditer leurs offres de prêts avant le 31 décembre 2016 ; dernier jour avant l'entrée en vigueur du projet de loi de finances pour 2017. Les banques devraient recommencer à octroyer des crédits aux primo-accédants et aux investisseurs bénéficiant du Pinel au plus tôt le 15 janvier 2017, dès lors qu'elles auront intégré les nouvelles conditions d'octroi de ces deux dispositifs. Les particuliers qui veulent cependant signer avant la fin de l'année peuvent bénéficier d'une marge de manœuvre en se dirigeant vers les spécialistes du crédit immobilier. A l'exemple du Crédit Foncier qui fait savoir que les dossiers des primo-accédants bénéficiant d'un PTZ et ceux des investisseurs utilisant un Pinel seront étudiés jusqu'au début du mois de décembre.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/le-ptz-et-le-pinel-entrent-en-hibernation-33636519

Le prix des terrains à bâtir se stabilise - 25 octobre 2016

Selon le Commissariat général au développement durable (CGDD), les prix des terrains à bâtir se sont stabilisés sur un an (entre 2014 et 2015), après avoir augmenté de 10% entre 2010 et 2014. En France, le prix moyen du m² de terrain constructible est de 74 euros, mais cette moyenne cache des disparités importantes. En Île-de-France, par exemple, le m² de parcelle se négocie en moyenne à 201 euros, loin devant la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (140 €/m²), la Corse (68 €/m²) ou la Bourgogne-Franche-Comté (45 €/m²). Sur la même période, la surface moyenne des parcelles accuse un petit repli, passant de 969 m² à 952 m².

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/les-prix-des-terrains-a-batir-se-stabilisent-selon-le-cgdd-33521730

A télécharger :

> **Le prix des terrains à bâtir en 2015** : www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/datalab-essentiel-51-le-prix-des-terrains-a-batir-en-2015-oct2016.pdf

Les mises en chantier de logements neufs ont continué à progresser de juillet à septembre 2016, enregistrant une hausse de 7,4% à 82 400 unités par rapport à la même période un an plus tôt - 31 octobre 2016

La construction de logements neufs en France se porte de mieux en mieux, avec des mises en chantier qui s'étoffent mois après mois, grâce à des taux de crédits immobiliers historiquement faibles et des aides publiques plus favorables. Sur la période de douze mois achevée fin septembre 2016, les mises en chantier progressent ainsi de 8,1% pour s'élever à 367 000 unités, contre 363 500 un mois plus tôt, tandis que les permis de construire s'étoffent à 432 300 unités, contre 417 800 à fin août 2016. Les régions les plus dynamiques sont la Bretagne (+25,1%), le Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (+24,3%), l'Île-de-France (+21,9%) et les Pays de la Loire (+16,4%).

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/taux-bas-et-aides-de-l-etat-dopent-la-construction-de-logements-33549858

Baromètre Construction Maison Individuelle : 92% des particuliers interrogés se disent globalement satisfaits ou très satisfaits de la qualité de leur maison - 8 novembre 2016

Selon le « Baromètre Construction Maison Individuelle » mené par Céquami auprès de près de 1 600 familles ayant fait construire leur maison par un constructeur engagé dans la certification NF Habitat, 83% des personnes interrogées se disent satisfaites ou très satisfaites de la prestation globale de leur constructeur, ainsi que du rapport qualité/prix de leur maison. Pour le choix du constructeur, les répondants citent le prix et la qualité, suivis de sa proximité géographique et de la notoriété de sa marque.

Source :

> <http://batijournal.com/92-de-particuliers-satisfaits-de-maison/94132>

Les taux d'intérêts des crédits immobiliers accordés aux particuliers ont encore baissé en octobre 2016 - 10 novembre 2016

Les taux des prêts du secteur concurrentiel se sont établis à 1,33% en moyenne en octobre 2016 (1,39% pour l'accession dans le neuf et 1,32% dans l'ancien). Ils étaient de 1,41% en moyenne en septembre 2016. La durée des prêts accordés en octobre s'est établie à 210 mois en moyenne, contre 211 mois en septembre.

Source :

> www.batiactu.com/edito/taux-credits-immobiliers-encore-plus-bas-46945.php

En Europe, 7 ménages sur 10 sont propriétaires de leur logement - 14 novembre 2016

Selon les résultats de l'étude « Logement en Europe : un toit différent dans chaque pays » menée par le Crédit Foncier dans huit pays (Allemagne, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal et Royaume-Uni), la Pologne compte le plus grand nombre de propriétaires (84%) suivie de l'Espagne (79%) et de l'Italie (73%). Du côté des surfaces à vivre, les habitants des Pays-Bas et du Portugal arrivent en tête avec respectivement 119 et 112 m². La France se situe quant à elle dans la moyenne européenne avec 102 m². S'agissant du nombre d'habitants par logement, les Français, les Italiens et les Anglais se situent dans la moyenne avec 2,3 habitants par logement ; les plus nombreux se situant en Pologne (2,7 hab.), les moins nombreux en Allemagne (2 hab.).

Source :

> <http://tempsreel.nouvelobs.com/immobilier/logement/20161114.OBS1152/12-choses-que-vous-ignoriez-sur-le-logement-en-europe.html>

Les coûts de production dans la construction étaient de nouveau stables en août 2016 - 15 novembre 2016

En août 2016, le secteur de la construction enregistre des coûts de production quasi-stables (+0,1%) : +0,2% dans la construction de bâtiments, +0,1% dans les travaux de construction et -0,1% dans le génie civil. Concernant les coûts des matériaux, ils augmentent dans la construction de bâtiments (+0,6%) et dans la rénovation de bâtiments anciens (+0,3%), mais diminuent dans le génie civil (-0,4%). Le coût de l'énergie affiche, quant à lui, une baisse tant dans le bâtiment (-3,2%) que dans les travaux publics (-0,9%).

Source :

> www.batiactu.com/edito/couts-production-hausse-dans-construction-46964.php

Décembre 2016 devrait marquer la fin de la baisse des taux des crédits immobiliers - 17 novembre 2016

L'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis a eu un impact sur les taux d'emprunt américains qui ont augmenté, entraînant également l'augmentation des taux d'emprunt d'Etat européens, et notamment français. Ainsi, le taux de l'OAT 10 ans (Obligation Assimilable du Trésor), qui permet aux banques de déterminer l'évolution de leurs taux de crédits immobiliers, est passé de 0,11% fin septembre 2016, soit l'un de ses plus bas niveaux, à 0,83% mi-novembre 2016, soit son plus haut niveau depuis janvier 2016.

Les taux d'emprunt d'Etat sont ainsi revenus à leur niveau de début d'année 2016, au moment où les taux des crédits immobiliers étaient à 2,45% en moyenne sur 20 ans contre 1,5% actuellement. Jérôme Robin, président de Vousfinancer, estime que « *les premières remontées pourraient être pratiquées dès le mois de décembre 2016 et se poursuivre progressivement début 2017 sans que ce mouvement ne soit brutal* ».

Source :

> <http://edito.seloger.com/actualites/france/baisse-des-taux-des-credits-immobiliers-cette-fois-c-est-vraiment-la-fin-article-14677.html>

Les ventes de logements neufs ont augmenté de 25,1% sur un an - 17 novembre 2016

D'après les chiffres de la Fédération des promoteurs immobiliers, tous les segments de marché contribuent à cette dynamique des ventes : +27,6% pour les ventes au détail, +13,8% pour les ventes en bloc et +25% pour les ventes en résidences services. L'activité commerciale est soutenue par les deux moteurs traditionnels du marché : les ménages investisseurs, auprès de qui les ventes progressent de 27,2%, et les propriétaires occupants (+28,1%). De leur côté, les mises en vente de logements progressent de 4,5% à 19 847 unités.

Source :

> www.batiactu.com/edito/logement-neuf-redemarrage-se-precise-au-3eme-trimestre-47017.php

/// SOMMAIRE ///

/// EDUCATION - FORMATION - DOCUMENTATION ///

Le dernier numéro de la revue « Formation Emploi » du Céreq publie un article sur « Les organismes de formation comme relais des savoirs officiels et scientifiques liés à la Transition écologique » - Novembre 2016

A travers une démarche exploratoire mobilisant la cartographie des controverses, cet article analyse le rôle des organismes de formation professionnelle et continue dans la production, la diffusion mais aussi dans la critique des savoirs liés à la Transition écologique, en étudiant le cas de la biomasse. L'analyse de données textuelles sur près de 3 900 sites web permet de mettre en évidence les sujets de controverse et leurs acteurs, les points de convergence ou de désaccord, et le positionnement des organismes de formation.

Source :

> www.cairn.info/revue-formation-emploi-2016-3-page-29.htm

A télécharger :

> Les organismes de formation comme relais des savoirs officiels et scientifiques liés à la Transition écologique fiscales relatives au développement durable : www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=FORM_135_0029

L'ADEME et le Plan Bâtiment Durable, en partenariat avec France Université Numérique, lancent la plateforme « MOOC Bâtiment Durable », première plateforme de MOOC dédiée au bâtiment durable. Portée par l'ensemble de la filière Bâtiment (organisations professionnelles, organismes de formation, associations, ADEME et Plan Bâtiment Durable), la plateforme « MOOC Bâtiment Durable » a pour objectif de regrouper l'offre de formation sur le bâtiment durable tout en assurant la qualité des modules proposés. Les deux premiers MOOC dédiés à la rénovation énergétique des bâtiments sont d'ores et déjà ouverts aux inscriptions : le MOOC « Rénovation performante : les clés de la réhabilitation énergétique » réalisé par l'ASDER et l'Arcanne, et auquel a participé Bourgogne Bâtiment Durable, et le MOOC « Une méthode pour réussir vos opérations et chantiers de rénovation » réalisé par FAB21 Formation et AI Environnement.

Source :

> <http://presse.ademe.fr/2016/11/ouverture-de-la-1ere-plateforme-thematique-de-mooc-en-france-le-batiment-durable-a-lhonneur.html>

A consulter :

> Plateforme « MOOC Bâtiment Durable » : www.mooc-batiment-durable.fr

/// SOMMAIRE ///

/// PROFESSIONNELS - ENTREPRISES ///

Le climat conjoncturel des affaires reste stable dans le Bâtiment - 25 octobre 2016

En octobre 2016, les entrepreneurs sont plus nombreux qu'en septembre à signaler une hausse de leur activité. Ils sont toutefois moins nombreux qu'en septembre à prévoir d'embaucher au cours des trois prochains mois. En cause, des carnets de commandes trop peu remplis. Côté trésorerie, la situation ne va pas en s'améliorant. Les chefs d'entreprises restent nombreux à déclarer qu'ils baisseront leurs prix au cours du prochain trimestre et sont toujours davantage à signaler une dégradation de leurs réserves.

Source :

> www.batiactu.com/edito/climat-conjoncturel-stable-dans-batiment-46752.php

La CAPEB publie les chiffres clés 2016 de l'artisanat du Bâtiment - 25 octobre 2016

L'édition 2016 des chiffres clés de l'artisanat du Bâtiment communique des données structurelles sur l'ensemble du secteur du Bâtiment et notamment sur les caractéristiques des entreprises de moins de 20 salariés. Au-delà des grands indicateurs, les chiffres clés de la CAPEB rassemblent un panorama de données plus fines couvrant de très nombreuses thématiques comme la construction dans l'Union Européenne, l'emploi salarié et non-salarié, la formation initiale ou continue ou, bien encore, la place des femmes dans le Bâtiment. Une approche par métiers à travers les différentes Unions nationales artisanales (UNA) ainsi qu'une approche régionale complètent également cette édition 2016.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/chiffres-cles-2016-de-lartisanat-du-batiment.html

A télécharger :

> Artisanat du Bâtiment, les chiffres clés 2016 : www.capeb.fr/media/document/chiffres-cles-2016-version-bat-le-29sept2016.pdf

Les artisans du Bâtiment anticipent une baisse de leur activité - 27 octobre 2016

Alors que l'activité de l'artisanat du Bâtiment a continué à s'améliorer au 3^{ème} trimestre 2016 (selon la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du Bâtiment), les perspectives personnelles des artisans s'assombrissent à nouveau. Selon la dernière enquête de conjoncture de l'Insee publiée le 27 octobre 2016, les artisans du Bâtiment sont plus nombreux qu'en juillet à prévoir une baisse de leur activité et donc de leurs effectifs.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/les-perspectives-d-activite-des-artistes-du-batiment-restent-moroses-33536803

Les défaillances d'entreprises dans le Bâtiment ont diminué de 17,2% au 3^{ème} trimestre 2016 - 15 novembre 2016

Entre juillet et septembre 2016, le Bâtiment a enregistré 3 012 défaillances d'entreprises, un chiffre en baisse de 17,2% par rapport à la même période l'an dernier (3 547). C'est ce qui ressort des chiffres du cabinet Altares. La plupart des segments d'activité de la construction bénéficient de cette amélioration, notamment la menuiserie métallique (-35%), le bois (-20%), les revêtements de sols et murs (-26%) et l'installation électrique (-27%).

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/forte-chute-des-defaillances-au-troisieme-trimestre-dans-le-btp-33644430

/// SOMMAIRE ///

/// FILIÈRES - PRESTATAIRES ///

Déchets du BTP : en 2015, 39,2 millions de tonnes ont été collectées, soit un million de tonnes de plus qu'en 2014 (+2,6%) - 15 novembre 2016

25,4 millions de tonnes proviennent de démolitions / déconstructions, 11,3 millions de tonnes de réhabilitations / entretiens, et 2,3 millions de tonnes de constructions neuves. 72% de ces déchets sont « inertes », 26% « non dangereux » et 2% « dangereux ». Selon une analyse plus fine, il ressort que l'essentiel des déchets du BTP est constitué de béton et d'autres matières inertes en mélange (71%). Viennent ensuite différents matériaux bien identifiés, et dont les filières de recyclage sont abouties : plâtre (5%), bois (4%) et métaux (3%).

Source :

> www.batiactu.com/edito/dechets-btp-mieux-mieux-collectes-46975.php

/// SOMMAIRE ///

/// BÂTIMENT - ENERGIE ///

Baromètre Energie-Info 2016 : les Français se disent mieux informés sur l'ouverture des marchés de l'énergie (62%, +5 points par rapport à 2015) - 25 octobre 2016

Selon le 10^{ème} baromètre sur la perception des marchés de l'électricité et du gaz naturel établi par le Médiateur national de l'énergie, 76% des Français interrogés affirment cependant ne pas avoir l'intention de changer de fournisseur. Du côté des compteurs communicants, 49% en ont entendu parler (contre 36% en 2015). 70% estiment que ces compteurs leur permettront de mieux suivre leurs consommations d'énergie. 42% restent cependant sceptiques sur les économies d'énergie qu'ils permettraient d'engendrer. Leur principe semble bien compris, notamment la facturation sur consommation réelle (85%) et le relevé à distance (85%). En revanche, les modalités d'installations restent à préciser : la gratuité de la pose reste méconnue par 43% de ceux qui en ont entendu parler, de même que le caractère obligatoire de leur remplacement (63%).

Source :

> www.precaire-energie.org/Barometre-Energie-Info-2016-les.html

L'ADEME prolonge l'appel à projets « Méthodes industrielles pour la rénovation et la construction de bâtiments » - 27 octobre 2016

Les projets visés par cet appel à projets devront permettre la réalisation ou la rénovation de bâtiments aux performances énergétiques supérieures à celles exigées par la réglementation, et démontrer que le ratio coût/performance des solutions développées favorisera leur diffusion sur le marché. La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 21 janvier 2017.

Source :

> www.cercad.fr/Appel-a-projets-Methodes-industrielles-pour-la-renovation-et-la-construction-de-batiments-2279

Publication d'une thèse : « Modélisation des transferts d'air et leur impact sur le comportement hygrothermique de l'enveloppe des bâtiments » - Novembre 2016

Dans un contexte de durcissement des réglementations thermiques, la maîtrise de l'étanchéité à l'air des bâtiments est essentielle pour atteindre les objectifs de consommation énergétique. Les fuites d'air parasites à travers l'enveloppe, dues aux défauts de conception ou à une mauvaise mise en œuvre, mènent à une surconsommation énergétique, mais aussi à des pathologies liées à l'humidité, mettant en péril la durabilité du bâti et la santé des occupants. Le risque lié à l'humidité est particulièrement présent dans les cas des enveloppes légères à ossature bois, sensibles aux transferts d'air. Il est donc nécessaire de mieux comprendre et de quantifier l'impact de ces transferts d'air sur le champ hygrothermique et sur le flux de chaleur au niveau d'un défaut d'étanchéité.

Source :

> www.theses.fr/2016GREAO002

A télécharger :

> **Modélisation des transferts d'air et leur impact sur le comportement hygrothermique de l'enveloppe des bâtiments :**
<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01387366/document>

Service public de la performance énergétique de l'habitat : où en sommes-nous ? - 3 novembre 2016

Au rythme actuel de 300 000 logements rendus performants énergétiquement chaque année, les quelque 15 millions de logements français construits sans réglementation thermique ne seront pas rénovés avant 2070. Afin de comprendre comment accélérer ce rythme, Teksial, société d'accompagnement dans la maîtrise des consommations d'énergie, a étudié les dispositifs développés par les collectivités pour inciter et aider les ménages à rénover leur logement. Cette étude en restitue les principaux enseignements.

Source :

> www.construction21.org/france/articles/fr/service-public-de-la-performance-energetique-de-lhabitat--ou-en-sommes-nous--etude-teksial.html

A télécharger :

> **Service public de la performance énergétique - Où en sommes-nous ? :**
www.businessimmo.com/system/datas/91631/original/etude_teksial__service_public_de_la_performance_nergtique_de_lhabitat__o_en_sommes-nous.pdf

Le Plan Bâtiment Durable, avec le soutien du CSTB, publie la 3^{ème} édition de son tableau de bord - 9 novembre 2016

Basé sur des données publiques, ce tableau de bord fournit une photographie à fin 2014 de la dynamique de construction et de rénovation énergétique en France au regard des différents objectifs fixés. Selon les chiffres, l'évolution, que ce soit en matière d'émissions de CO₂ ou de consommation énergétique dans le secteur du Bâtiment, va dans le bon sens. Les émissions de CO₂ ont, en effet, diminué de 12% dans le secteur résidentiel-tertiaire depuis 1990 et les consommations d'énergie ont connu une stabilisation voire une diminution pour les sources d'énergie fossiles (-1,6% par an entre 2002 et 2014).

Source :

> www.planbatimentdurable.fr/publication-de-la-3eme-edition-du-tableau-de-bord-a1048.html

A télécharger :

> **Tableau de bord du Plan Bâtiment Durable :** www.planbatimentdurable.fr/IMG/pdf/tableau_de_bord_pbd_2016_donnees_2014_vf.pdf

L'ADEME publie un recueil de 15 initiatives territoriales d'accompagnement à la rénovation énergétique de l'habitat privé - 14 novembre 2016

La mobilisation des collectivités est primordiale pour accompagner et démultiplier les actions en faveur de la rénovation énergétique. Pour rendre compte et valoriser ces initiatives territoriales, l'ADEME publie une nouvelle édition de son recueil d'initiatives territoriales d'accompagnement à la rénovation énergétique de l'habitat privé.

Quinze initiatives, dont une majorité d'entre-elles intègrent les questions de lutte contre la précarité énergétique, sont ainsi valorisées. Pour chacun de ces 15 projets, sont décrits les parcours d'accompagnement du particulier, les outils financiers et la mobilisation du secteur bancaire ainsi que la structuration de la filière de professionnels du Bâtiment. Que ce soit à l'échelon des communautés d'agglomération, des pays, des départements ou des régions, ce dossier présente les réussites et les difficultés de ces territoires à stimuler la demande et à développer les complémentarités entre acteurs de la rénovation.

Source :

> www.precarite-energie.org/Recueil-de-15-initiatives-de.html

A télécharger :

> **Rénovation énergétique de l'habitat - 15 initiatives de territoires :**
www.precarite-energie.org/IMG/pdf/renovation-energetique-habitat-initiatives-territoires-8890.pdf

Trois quarts des Français ont froid dans leur logement - 15 novembre 2016

Selon un récent sondage réalisé pour le site de conseil en économies d'énergie « Quelleenergie.fr », 52% des Français déclarent avoir parfois froid chez eux, tandis que 23% de la population déclare avoir froid systématiquement ou souvent chez elle. Pour ne pas voir le montant de leurs factures d'énergie s'envoler, les Français interrogés préfèrent limiter leur consommation actuelle de chauffage plutôt que de se lancer dans des travaux d'économie d'énergie.

Source :

> http://immobilier.lefigaro.fr/article/trois-quarts-des-francais-ont-froid-dans-leur-logement_2c9a5cac-ab01-11e6-a063-b8bfafceb4be

Alphééis, le Certes et Maisons Paysannes de France publient un guide de recommandations sur la résistance thermique des murs en pans de bois - 16 novembre 2016

Ce guide vise à diffuser les bonnes pratiques en matière de prise de vue en thermographie quantitative. Cette méthode requiert effectivement, lors de la prise de vue, une grande précision et un bon contrôle des paramètres extérieurs afin de s'assurer de la validité des mesures et de leur exploitation. Y sont notamment présentées les précautions à prendre lors de la prise de vue ainsi qu'un certain nombre de bonnes pratiques.

A télécharger :

> Guide de recommandations - Résistance thermique des murs en pans de bois : <https://t.co/NT8vViLDIe>

/// SOMMAIRE ///

/// SANTÉ - HYGIÈNE - SÉCURITÉ ///

Publication d'une thèse : « Diffusion acoustique dans les lieux de travail » - Novembre 2016

L'évolution des réglementations, liée à la prise de conscience collective des effets psychosomatiques des nuisances sonores, entraîne l'implication par les maîtrises d'ouvrages de bureaux d'études acoustiques pour la préconisation et la mise en œuvre dans la construction et la réhabilitation des espaces tertiaires. La rencontre d'acteurs scientifiques et industriels a donné lieu à ce travail de thèse qui étudie la propagation de l'énergie acoustique pour des espaces dont une des dimensions est différente des autres.

Source :

> www.theses.fr/2016PA066115

A télécharger :

> Diffusion acoustique dans les lieux de travail : www.theses.fr/2016PA066115/document

Publication d'une thèse : « Pollution de l'air intérieur - Mesure, impact sur la santé et traitement par méthodes photochimiques » - Novembre 2016

Si la qualité de l'air extérieur fait l'objet depuis plusieurs décennies de réglementations qui permettent aujourd'hui de constater une diminution globale de la pollution dans les grandes agglomérations européennes, la pollution de l'air intérieur a quant à elle été longtemps sous-estimée. En effet, avec le développement de matériaux composites pour la construction et l'ameublement, la gamme de polluants de l'air intérieur s'est très largement agrandie et les concentrations ont globalement augmenté. D'autre part, la modification des modes de vie sédentaires et citadines ont pour conséquence une augmentation du temps passé dans des espaces confinés comme les logements, les lieux de travail et les transports en commun. Le simple renouvellement de l'air intérieur par de l'air extérieur devenant de moins en moins satisfaisant dans les grandes agglomérations, de nouvelles méthodes de traitement sont actuellement développées pour diminuer les concentrations de ces polluants tout en limitant la consommation d'énergie. La photocatalyse, en tant que procédé d'oxydation avancé, fait partie des technologies intéressantes pour minéraliser des composés organiques volatils (COV).

Source :

> www.theses.fr/2016PAUU3012

A télécharger :

> Pollution de l'air intérieur - Mesure, impact sur la santé et traitement par méthodes photochimiques : www.theses.fr/2016PAUU3012/document

Planter des arbres pour résoudre les problèmes de pollution et de canicule dans les villes - 3 novembre 2016

Selon le dernier rapport publié par The Nature Conservancy en collaboration avec C40 Cities Climate Leadership Group, un investissement mondial de 100 millions de dollars par an en plantation et entretien d'arbres pourrait permettre à 77 millions de personnes de vivre dans des villes plus fraîches et pourrait réduire considérablement la pollution aux particules fines pour 68 millions de personnes.

Source :

> www.mediaterre.org

A télécharger :

> **Planting Healthy Air** : www.mediaterre.org/redirect/20082,1.html

Air intérieur : l'Anses appelle à renforcer la prévention contre les moisissures - 10 novembre 2016

Selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses), une amélioration des connaissances des acteurs du Bâtiment « concernant l'identification des causes et la proposition d'interventions efficaces afin de supprimer ou réduire l'humidité et les moisissures dans le bâti devraient figurer dans les priorités de l'action publique française ». L'Agence appelle ainsi à faire évoluer les dispositifs réglementaires existants pour inclure « une gestion harmonisée et explicite des moisissures ». Elle recommande par ailleurs d'intégrer dans la prochaine réglementation thermique des bâtiments neufs le contrôle systématique du fonctionnement des systèmes de ventilation à la réception des travaux. S'agissant des professionnels exposés, l'Anses préconise, entre autre, que l'asthme consécutif à une exposition aux moisissures sur le lieu de travail « puisse être reconnu au titre de la réparation en envisageant une mise à jour de la liste limitative des travaux susceptibles de provoquer les affections des rhinites et asthmes professionnels dans le tableau n°66 du régime général de la sécurité sociale comme c'est le cas en Finlande ».

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/air-interieur-batiment-maison-travail-moisissure-asthme-27843.php4

A télécharger :

> **Moisissures dans le bâti - L'avis de l'Anses** : www.actu-environnement.com/media/pdf/news-27843-air-moisissures-anses.pdf

En 2015, l'indice de fréquence des accidents du travail dans le secteur du BTP a diminué de 2,6% par rapport à 2014 - 15 novembre 2016

D'après les chiffres de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnam-TS), les principales activités concernées par ce recul sont les travaux de finition, la maçonnerie et le gros œuvre de bâtiment. Le secteur de la construction reste toutefois l'un des secteurs les plus sinistrés, son indice de fréquence se situant à 61,9 alors qu'il est à 33,9 tous secteurs confondus.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/accidents-du-travail-leger-mieux-pour-le-btp-en-2015-33644800

/// SOMMAIRE ///

/// AUTRES THÈMES ///

Systèmes électriques intelligents : l'ADEME publie les premiers résultats des démonstrateurs - Octobre 2016

Depuis 2009, l'ADEME a joué un rôle clé dans l'accompagnement à la structuration de la filière « Réseaux Electriques Intelligents ». L'Agence a ainsi participé au financement des premiers projets d'envergure « smart grids » à travers le Programme des investissements d'avenir. Les premiers retours des 12 projets les plus avancés à fin 2015 font l'objet de cette synthèse qui questionne quatre thématiques fondamentales : favoriser des actions de maîtrise et de gestion de l'énergie, faciliter l'insertion de la production renouvelable décentralisée, anticiper l'évolution des réseaux existants et préfigurer les modèles d'affaires des solutions « smart grids ».

Source :

> www.ademe.fr/systemes-electriques-intelligents-premiers-resultats-demonstrateurs

L'ADEME publie une fiche technique sur les « déchets amiantés » et propose une mise à jour des fiches « déchets du bâtiment » et « déchets des travaux publics » - 24 octobre 2016

La fiche technique « déchets amiantés » propose un aperçu de la réglementation « amiante » dans le domaine du bâtiment et de la gestion des déchets amiantés. Les fiches techniques « déchets du bâtiment » et « déchets des travaux publics » font, quant à elles, le point sur les principaux éléments de contexte relatifs aux déchets du bâtiment et des travaux publics (spécificités, réglementation, chiffres clés).

Source :

> www.cercad.fr/Fiches-techniques-sur-les-dechets-amiantes-ADEME

A télécharger :

- > Fiche technique « Déchets amiantés » : www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/fiche-technique-dechets-amiantes-201609.pdf
- > Fiche technique « Déchets du bâtiment » : www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/fiche-technique-dechets-batiment-2016-08.pdf
- > Fiche technique « Déchets des travaux publics » : www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/fiche-technique-dechets-tp-201608.pdf

« L'équilibre de la planète qui a permis à nos civilisations de prospérer pendant 11 700 années est désormais rompu » - 31 octobre 2016

C'est ce qu'affirme Johan Rockström, directeur exécutif du Stockholm Resilience Centre, dans la dernière édition de « Planète vivante » publié par le WWF. Malgré tout le WWF voit, dans l'adoption en 2015 de l'Accord de Paris et des objectifs pour le développement durable 2030, une source d'optimisme. L'ONG appelle tout particulièrement à porter nos efforts « sur la protection et la restauration des grands processus écologiques nécessaires à la sécurité alimentaire, hydrique et énergétique, ainsi que sur la résilience et l'adaptation au changement climatique ». Au-delà de la protection du capital naturel, elle prône la nécessité d'une gouvernance équitable des ressources et la réorientation des flux financiers vers une gestion responsable des écosystèmes.

Source :

> www.environnement-magazine.fr/article/48397-l-inquietant-etat-de-sante-de-planete/

A consulter :

> Planète vivante 2016 : http://assets.wwffr.panda.org/downloads/27102016_lpr_2016_rapport_planete_vivante.pdf

Publication d'une thèse : « Etude ACV des chantiers de démolition en vue de la préservation des ressources - Focus sur les procédés de transport et de décharge » - Novembre 2016

La préservation des ressources naturelles est un des enjeux majeurs dans les années à venir. Le secteur de la construction tant par les besoins auxquels il répond que par les ressources qu'il mobilise joue un rôle majeur dans ce challenge. Il est alors pertinent de s'intéresser à la fin de vie de bâtiments dont la gestion permet de potentiellement transformer des déchets en matières premières. A l'aide de l'analyse de cycle de vie (ACV), il est possible d'estimer les impacts environnementaux de ces chantiers mais, surtout, d'estimer les bénéfices possibles d'une gestion plus durable. Ce travail de thèse envisage la réutilisation d'éléments structurels en béton armé en lieu et place d'un recyclage afin d'allonger leur durée de vie et de diminuer les besoins en ressources minérales.

Source :

> www.theses.fr/2016PESC1003

A consulter :

> Etude ACV des chantiers de démolition en vue de la préservation des ressources : <https://pastel.archives-ouvertes.fr/tel-01397821/document>

Le ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer publie l'édition 2017 des « Chiffres clés du climat France et Monde » - 16 novembre 2016

Qu'est-ce que le changement climatique ? Quelles sont les quantités de gaz à effet de serre émises dans le Monde ? Quelles politiques climatiques sont adoptées en France ? Pour répondre à ces interrogations, l'édition 2017 des chiffres clés du climat vient d'être publiée. Cette version a été actualisée et enrichie par rapport aux éditions précédentes. De nouvelles sources statistiques ont par exemple été mobilisées pour les émissions de CO₂ dans le Monde. La partie sur les politiques climatiques a été étoffée : elle revient notamment sur l'Accord de Paris adopté en décembre 2015 lors de la COP21.

Source :

> www.eaufrance.fr/les-actualites/les-chiffres-cles-de-l-eau-et-du-579

A consulter :

> Chiffres clés du climat France et Monde - Edition 2017 : www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/DataLab/2016/chiffres-cles-du-climat-edition-2017-b.pdf

Les membres du réseau BEEP



Avec le soutien technique et financier de :

